

## LE MULTICULTURALISME AUSTRALIEN

**E**n 1973, à l'instar du Canada qui l'avait fait deux ans plus tôt, l'Australie adoptait une politique sociale dite « multiculturelle » qui marquait un quasi-renversement de la manière dont les populations fraîchement immigrées avaient été accueillies jusque-là. S'étant réveillée, depuis ses origines coloniales, comme devant demeurer un « conservatoire de la race anglaise » aux Antipodes (*preserve for the English race*), l'Australie s'était arc-boutée aussi longtemps qu'elle l'avait pu sur une « Politique de l'Australie blanche ». Celle-ci, bien qu'elle ne fût jamais officielle, n'en fut pas moins à l'origine de l'adoption d'une batterie législative visant à limiter le plus possible l'arrivée d'immigrants jugés « non acceptables » : asiatiques principalement, mais également européens méridionaux ou orientaux. L'un des premiers textes votés par le tout nouveau Parlement australien, au moment de la fédération des colonies en 1901, fut ainsi, de manière très symptomatique, la loi de Restriction de l'immigration. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, avec le tarissement de l'immigration britannique et la nécessité éprouvée de devoir « se peupler ou périr », les autorités se résolurent, à contrecœur, à ouvrir le pays à une immigration diversifiée et, en 1945, le gouvernement Curtin créait à cet effet le tout premier ministère de l'Immigration australien. À cette époque le nouvel arrivant était censé s'assimiler, oublier sa langue et sa culture, se fondre dans le reste de la population dès le pied posé sur le sol australien. L'aide à l'installation se limitait à l'accès transitoire à des foyers et à quelques cours de langue. Ce ne fut que dans les années 1960 que l'on prit conscience que l'assimilation à une nouvelle société n'était pas un processus allant de soi et que l'on commença à parler d'abord d'« intégration » puis, à partir des années 1970, de « multiculturalisme », ces deux concepts reposant sur

l'idée que la conservation de ses traits culturels par l'immigré n'était pas préjudiciable au reste de la société.

66 En décembre 1972, les travaillistes remportaient les élections générales après vingt-trois ans dans l'opposition. Le nouveau Premier ministre, Gough Whitlam, antiraciste convaincu, présentait au Parlement quelques mois plus tard une déclaration de politique étrangère qui marquait sa volonté d'en finir avec « l'Australie blanche », affirmant sans ambiguïté que la discrimination raciale sur laquelle s'était jusque-là fondée la politique d'immigration australienne n'était plus acceptable<sup>1</sup>. À ses yeux, il était urgent de permettre l'accès des minorités ethniques à des services sociaux, éducatifs et sanitaires convenables, de remédier aux injustices dont étaient victimes les Aborigènes et de réformer la politique d'immigration, car malgré les assouplissements apportés dans les années 1960 et en dépit de l'accent mis sur l'« intégration » plutôt que sur l'« assimilation », un nombre inquiétant d'immigrés repartaient. C'est ainsi que le gouvernement Whitlam décida de suivre l'exemple canadien et de poser les fondements d'une politique multiculturelle.

En Australie comme au Canada, le « multiculturalisme » allait s'entendre comme stratégie d'incorporation des minorités à la communauté nationale. Les motivations étaient pragmatiques plutôt qu'idéologiques, comme en témoigne ce qui semble avoir été alors l'évitement de l'adjectif « multiculturaliste » au profit de « multiculturelle » pour qualifier la nouvelle politique dans chacun des deux pays. Il s'agissait en effet de gérer la réalité de sociétés devenues de fait pluriethniques et pluriculturelles afin de préserver l'essentiel : la cohésion nationale. Dans cette optique, prenant le contrepied de l'idéal assimilationniste qui avait montré ses limites, le multiculturalisme avait l'objectif qui pouvait apparaître contradictoire d'assurer « l'unité dans la diversité ». En réalité, les contours en étaient assez flous. Lorsque Gough Whitlam décrivait son pays comme une « nation multiculturelle », ce qu'il entendait par là semble surtout avoir été à la fois une manière de décrire la réalité démographique et le constat de la coexistence pacifique de groupes ethniques divers et multiples sur le sol australien. Son ministre de l'Immigration, Al Grassby, lui aussi convaincu de la nécessité d'éviter le développement d'une société qui ferait de ses immigrés des citoyens de seconde zone, livrait une définition

---

1. *Prime Minister's Foreign Policy Statement*, 24 mai 1973. Tous les textes officiels auxquels il est fait référence ici sont consultables sur les sites gouvernementaux et parlementaires australiens.

assez large du multiculturalisme, parlant d'une « famille de la nation »<sup>2</sup>. Des commissions furent chargées de formuler des recommandations et de très gros efforts furent entrepris, notamment dans le domaine éducatif. Les deux mesures les plus emblématiques de l'ère Whitlam furent incontestablement le vote en 1975 de la loi sur la Discrimination raciale, qui scellaient définitivement le sort de « l'Australie blanche », et la création d'un service de diffusion radiophonique « ethnique » en langues étrangères, à Sydney et à Melbourne. Cependant, la crise pétrolière de 1973 et la croissance du chômage qui s'ensuivit contraignirent Whitlam à mener une politique d'immigration restrictive qui fit chuter le nombre d'arrivants de 100 000 en 1970 à moins de 15 000 en 1975.

Les deux décennies qui suivirent la mise en place de ces premiers programmes furent celles d'une adhésion partagée des gouvernements de droite et de gauche au multiculturalisme. Les rapports sur l'efficacité des politiques menées, les recommandations de commissions d'étude *ad hoc* et les déclarations de principes se succédèrent, alors que les conditions économiques dictaient le plus souvent le degré de générosité des crédits alloués.

En décembre 1975, le gouverneur général, Sir John Kerr, exigeait la démission de Whitlam à l'issue d'une très grave crise institutionnelle qui entraîna également la dissolution du Parlement. Les élections générales ramenèrent au pouvoir les conservateurs de la coalition parti libéral-parti rural national, avec pour Premier ministre Malcolm Fraser, homme austère et autoritaire, très hostile aux options politiques de son prédécesseur, pour autant foncièrement antiraciste et fin stratège. En effet, il comprit qu'une politique multiculturelle bien encadrée pourrait être de nature à servir les intérêts électoraux de son parti en attirant le vote ethnique. L'ère Fraser vit le relèvement du niveau de l'immigration et la création d'institutions d'encadrement ou de conseil auprès du gouvernement<sup>3</sup>. C'est à cette époque que commença à émettre le très respecté SBS (Service spécial de diffusion) à destination des minorités ethniques, d'abord comme chaîne de radio en 1978, puis comme une chaîne de télévision multiculturelle en 1979.

En 1977, l'un des tout premiers rapports sur le multiculturalisme, intitulé « L'Australie comme société multiculturelle », rédigé sous l'égide

2. Albert Jaime Grassby, *Credo for a Nation*, Australian Government Publishing Service, 1974.

3. Conseil de la démographie et de l'immigration (APIC), 1976; Conseil des affaires ethniques (AEAC), 1977; Conseil consultatif aux réfugiés (ARAC), 1979; Conseil des affaires démographiques et ethniques (ACPEA), 1981, issu de la fusion de l'APIC et de l'ARAC.

du sociologue Jerzy Zubrycki, donnait la première définition du multiculturalisme comme « pluralisme culturel » reposant sur trois grands principes : la cohésion sociale, l'égalité des chances et l'identité culturelle. Il posait comme fondement le besoin de préserver sa culture (langue, traditions, arts) tout en reconnaissant l'impératif d'allégeance à l'Australie. L'identité culturelle et l'égalité des chances étaient garanties, mais subordonnées au principe de cohésion sociale de responsabilité envers la société.

68 L'année suivante fut publié le « rapport Galbally », qui fit date, sur les programmes et services offerts aux immigrants tant par les organismes fédéraux que par les ONG financées par l'État. Il précisait les contours de la philosophie multiculturaliste qu'il convenait d'appliquer. « Nous sommes convaincus, affirmaient les auteurs avec force, que les immigrés ont le droit de préserver leur identité culturelle et raciale et qu'il est manifestement de l'intérêt de la nation qu'on les encourage et qu'on les aide à y parvenir. Pourvu que l'identité ethnique ne soit pas mise en avant aux dépens de la société en général mais qu'elle soit intégrée au tissu de notre identité nationale par le biais d'interactions multiculturelles, la communauté dans son ensemble en retirera un bénéfice substantiel, et sa nature démocratique s'en trouvera renforcée<sup>4</sup>. » Quelques semaines plus tard, le gouvernement annonçait une rallonge budgétaire de plus de 50 millions de dollars sur trois ans pour l'amélioration des services à destination des immigrés et le développement de projets multiculturels. Dans la foulée furent fondés divers organismes institutionnels, dont l'Institut australien des affaires multiculturelles (AIMA) en 1979. L'évaluation faite en 1982 des suites données au rapport Galbally dressait un bilan positif, relevant leurs retombées bénéfiques pour les immigrés, les communautés ethniques et la collectivité australienne dans son ensemble. Visiblement très satisfaits, les rapporteurs concluaient que l'Australie avait su développer « sans doute le système de services multiculturels et d'aide aux migrants le plus complet au monde<sup>5</sup> ». Cet enthousiasme n'était pas partagé par certains critiques de gauche pour qui, loin d'avoir été une authentique opération de rénovation sociale, la politique multiculturelle de Fraser avait été instrumentalisée au profit des franges conservatrices de la classe politique australienne et aurait eu pour véritable objectif « l'incorporation des classes moyennes "ethniques" dans un courant politique conservateur », au détriment des

4. Frank Galbally, *Review of Post-Arrival Programs and Services to Migrants*, 1978.

5. Frank Galbally, *Evaluation of Post-Arrival Programs and Services to Migrants*, 1982.

catégories les plus défavorisées dont on aurait ainsi « déradicalisé » les revendications<sup>6</sup>.

La même année, un nouveau rapport intitulé « Le multiculturalisme pour tous les Australiens. Notre identité nationale en évolution<sup>7</sup> » affinait la définition du concept multiculturaliste en ajoutant un quatrième principe à ceux énoncés en 1977, celui de l'engagement actif de tous, y compris de la majorité anglo-australienne de souche, à la cause multiculturelle. De fait, un questionnement sur l'identité nationale commençait alors à prendre corps au sein de ladite majorité anglo-australienne qui avait le sentiment qu'un relativisme culturel insidieux menaçait ses valeurs. La période de la présence aux affaires des travaillistes Bob Hawke et Paul Keating, de 1983 à 1996, allait être marquée par d'intenses débats sur ces thèmes et les prémices d'un affaïssement du multiculturalisme.

69

En 1983, dans un contexte de récession économique, les élections générales ramenèrent les travaillistes au pouvoir. À son arrivée aux affaires, Bob Hawke, ancien dirigeant syndical haut en couleur, réputé pour ses talents de négociateur et son sens aigu de la politique, se déclara partisan convaincu du multiculturalisme. Il reconduisit la majeure partie des mesures et services mis en place sous Fraser, y ajoutant, entre autres, le programme « Accès et équité » qui, comme le suggérait son nom, visait à assurer aux groupes les plus défavorisés (immigrés mais aussi Aborigènes) un accès équitable aux services sociaux. Cette notion d'équité allait être reprise par une nouvelle étude sur les programmes multiculturels, menée en 1986 sous la direction de James Jupp<sup>8</sup>. Elle faisait ressortir que les stratifications du marché du travail contribuaient de façon décisive à perpétuer les désavantages de la population immigrée et, en recommandant un infléchissement de la politique multiculturelle vers une plus grande égalité des chances, redéfinissait le multiculturalisme comme une forme de participation équitable au sein de la société. Malheureusement, les difficultés économiques que traversait le pays conduisirent Hawke à réviser notablement ses priorités budgétaires au détriment du multiculturalisme.

L'insistance du rapport Jupp sur la justice sociale était une manière de détourner l'attention de l'argumentaire identitaire du « grand débat

6. Stephen Castles, Mary Kalantzis, Bill Cope et Michael Morrissey, *Mistaken Identity. Multiculturalism and the Demise of Nationalism in Australia*, Sydney, Pluto Press, 1988, p. 66.

7. Jerzy Zubrzycki, *Multiculturalism for All Australians. Our Developing Nationhood*, 1982.

8. James Jupp, *Don't Settle for Less*, 1986.

sur l'immigration » initié par Geoffrey Blainey, historien et écrivain de renom<sup>9</sup>, en 1984. Alors que l'Australie avait accueilli un nombre croissant de réfugiés originaires d'Asie du Sud-Est depuis la fin des années 1970, Blainey accusait les autorités de son pays de s'être livrées, à travers le multiculturalisme, à une véritable « politique de reddition culturelle » (*surrender Australia policy*) qui culpabilisait les « Australiens australiens » et risquait à plus ou moins brève échéance de produire un ressortissant hybride à l'identité incertaine. Cette argumentation eut un grand retentissement, donnant à des adversaires du multiculturalisme pas toujours exempts d'arrière-pensées électoralistes, une caution intellectuelle inespérée. Ainsi, la Nouvelle Droite se mit à promouvoir le concept d'« anglomorphie » comme antidote au multiculturalisme, qui était à leurs yeux le lit du communautarisme et de la division nationale.

70 Pour les critiques de gauche, le débat mettait en lumière l'échec du multiculturalisme, tel qu'il était pratiqué, à faire disparaître les hiérarchies socio-économiques et ethniques, et seul un « pluralisme structurel » substitué au pluralisme culturel serait à même de garantir une véritable égalité des chances.

Le rapport FitzGerald<sup>10</sup> sur la politique d'immigration, demandé par Hawke peu après les élections législatives de 1987 et publié en 1988, réaffirmait le principe d'une politique d'immigration libre de toute discrimination ethnique et rejetait toute idée de débat sur l'immigration fondé sur des considérations raciales. Pourtant, il conseillait aux autorités de ne pas insister trop lourdement sur les questions d'immigration et de multiculturalisme afin de ne pas heurter une certaine opinion publique, suggérant même d'abandonner le terme de multiculturalisme, rendu confus par les multiples définitions qui en étaient données.

Le bicentenaire de la colonisation de l'Australie en 1988 donna lieu à de grandes célébrations, malgré la vive opposition des Aborigènes qui n'avaient quant à eux aucune raison de se réjouir de deux cents ans de dépossession. Ce fut l'occasion pour les Australiens de faire le bilan de leur courte histoire et de réfléchir sur leur identité nationale. La dimension multiculturelle de la société australienne fut naturellement mise en avant, *allegro ma non troppo*, comme en témoigne le slogan officiel peu imaginaire « Vivre ensemble » (*Living Together*), qui ressemblait davantage à un constat qu'il ne suggérait une quelconque dynamique. Le

9. Professeur d'histoire à l'université de Melbourne, auteur de nombreux ouvrages, dont le très célèbre *The Tyranny of Distance* (1966).

10. Stephen FitzGerald, *Immigration. A Commitment to Australia*, 1988.

pays franchissait une étape. De fait, le « Programme national pour une Australie multiculturelle » proposé par le Comité Gobbo en 1989<sup>11</sup> faisait apparaître clairement la question de la citoyenneté à côté de celle de la résolution de problèmes sociaux. Décrivant la société australienne comme multiculturelle de fait, le document fixait en trois points le cadre de la politique à suivre :

- « un engagement suprême et unificateur vis-à-vis de l’Australie » ;
- l’acceptation « des structures et des principes de base de la société australienne – la Constitution, la légalité, la tolérance et l’égalité, la démocratie parlementaire, la liberté d’expression et de religion, l’anglais comme langue nationale et l’égalité des sexes » ;
- le respect réciproque des différentes cultures.

Ainsi pouvait-on espérer garantir à tous les Australiens « qu’ils soient d’origine aborigène, anglo-celte ou non anglophone » des droits culturels et une justice sociale.

71

L’approche consensuelle un peu molle de Bob Hawke ne fut pas celle de son successeur à partir de 1991, Paul Keating, qui rêvait pour sa part d’une Australie non seulement multiculturelle mais surtout républicaine et rapprochée de ses voisins de la région Asie-Pacifique. Le caractère multiculturel de l’Australie constituait à ses yeux un atout considérable dans un contexte politico-économique mondialisé. Malheureusement, sa propension à dénigrer l’Anglo-Australie et les liens historiques avec la Grande-Bretagne lui attira l’hostilité d’une bonne partie des Australiens d’ascendance britannique (lui-même était d’origine irlandaise). La priorité qu’il accordait aux relations avec l’ancien épouvantail asiatique en matière de politique extérieure et économique et l’impression qu’il donnait de vouloir intégrer l’Australie à l’Asie agacèrent, non point tant sur le fond que sur la forme provocatrice qu’elles prenaient parfois. Il y eut deux documents principaux relatifs au multiculturalisme publiés sous Keating. Le premier fut le rapport « L’Australie multiculturelle. Les prochaines étapes. Vers l’an 2000 et au-delà »<sup>12</sup> qui confirmait les principes du rapport de 1989 et prônait le développement d’une Australie plus ouverte, plus tolérante et, ce qui était nouveau, plus compétitive sur la scène internationale, grâce à la prise en compte d’un certain nombre de questions parmi lesquelles celles de la réconciliation avec les Aborigènes, de l’identité nationale et des relations avec les puissances régionales et mondiales.

11. *National Agenda for a Multicultural Australia*, 1989.

12. Mick Young, *Multicultural Australia. The Next Steps. Towards and Beyond 2000*, 1995.

Le second fut, la même année, la déclaration politique « Notre nation. L'Australie multiculturelle et le *xxi*<sup>e</sup> siècle »<sup>13</sup> qui énonçait les droits et obligations mutuels des individus et de la communauté dans une société multiculturelle. Les années Keating furent marquées par des avancées considérables dans les relations avec les Aborigènes, avec l'amorce d'une politique de réconciliation et surtout, dans le domaine de leurs droits fonciers, avec le jugement historique de la Haute Cour dans l'affaire *Mabo* en 1992 et le vote de la loi sur les Droits fonciers aborigènes en 1993.

72 L'échec travailliste aux législatives de mars 1996 porta au pouvoir le libéral John Howard, un nostalgique notoire de « l'Australie blanche », qui se définissait lui-même comme « britannique jusqu'au talon des souliers ». Conscient de ne pouvoir s'attaquer frontalement au multiculturalisme, ce qui lui avait valu de devoir quitter la direction de son parti en 1987, il n'en engagea pas moins une patiente et efficace politique de sape des programmes multiculturels, grâce à un habile exercice d'équilibre entre l'instillation d'un certain degré de populisme, la nécessité de ne pas mécontenter un monde des affaires australien largement favorable à l'immigration, et l'obligation de donner une image tolérante de l'Australie à l'étranger (en particulier au moment des Jeux olympiques de l'an 2000).

Les programmes multiculturels présentés durant l'ère Howard continuèrent à proclamer officiellement l'engagement du gouvernement à défendre tolérance raciale, diversité culturelle, politique d'immigration non discriminatoire et processus de réconciliation avec les Aborigènes. Le rapport *Le Multiculturalisme australien pour un siècle nouveau. Vers une société sans exclusion*<sup>14</sup> de 1999 recommandait même de conserver le terme de multiculturalisme qui « décrivait le mieux la réalité et le sens » de la diversité culturelle australienne, tout en préconisant néanmoins d'y adjoindre l'adjectif « australien » pour en souligner « le caractère australien unique ». Ce détail sémantique traduisait bien les sous-entendus politiques fondamentaux : le rapport insistait en effet sur les liens entre multiculturalisme et citoyenneté, celle-ci étant définie en termes de droits et de devoirs plutôt qu'en termes de participation active à la vie de la Cité, reléguant au second plan les volets social et civique. La déclaration de politique qui fit suite, « Nouveau programme pour l'Australie

13. *Our Nation. Multicultural Australia and the 21st Century*, 1995.

14. Neville Roach, *Australian Multiculturalism for a New Century. Towards Inclusiveness*, 1999.

multiculturelle », énonçait quatre grands principes : « le devoir civique », « le respect culturel », « l'équité sociale », « la diversité productive, qui cherche à tirer les meilleurs bénéfices culturels, sociaux et économiques résultant de la diversité de [la] population ». En 2003, afin de « gérer les tensions existantes et potentielles » dans un contexte de menace terroriste internationale, de guerre en Irak et, plus généralement, de crainte de l'extrémisme islamique, l'ultime déclaration politique publiée sous Howard, « Australie multiculturelle : unis dans la diversité » prônait de manière très générale la responsabilité individuelle, le respect d'autrui et l'équité. En 2007, avec peut-être le sentiment de toucher au but, John Howard débaptisa le ministère de l'Immigration et *des affaires multiculturelles* en ministère de l'Immigration et *de la citoyenneté*. Interrogé sur ce passage à la trappe du « multiculturalisme », le Premier ministre expliqua, avec cette savante ambiguïté qui avait bien souvent teinté son discours, que le changement d'appellation ne signifiait pas que le terme était devenu caduc, mais prenait acte « du fait évident et de la conviction évidente de la part de la communauté australienne tout entière que l'immigration doit mener à la citoyenneté »<sup>15</sup>.

73

Très perceptible malgré les précautions oratoires, l'hostilité de John Howard envers le multiculturalisme décomplexa les représentants des franges les plus xénophobes. L'exemple le plus symptomatique fut celui de la députée sans étiquette de l'État du Queensland, Pauline Hanson, qui affirma dans son discours d'intronisation au Parlement fédéral en 1996 que l'Australie était « envahie par les Asiatiques » et que le gouvernement gaspillait l'argent du contribuable en le distribuant sans compter aux communautés aborigènes. Malgré le malaise suscité, tant dans le pays que chez les voisins d'Asie du Sud-Est, le Premier ministre refusa de condamner explicitement ces propos. Pauline Hanson trouva suffisamment de supporters pour fonder son propre parti, *One Nation*, dont le programme prévoyait de limiter sévèrement l'immigration (surtout asiatique) et de supprimer les « privilèges » des Aborigènes. Il obtint jusqu'à 25 % des suffrages aux élections législatives de l'État du Queensland en mai 1998 mais essuya une cuisante défaite aux élections fédérales d'octobre de la même année. Cet échec et la découverte d'un certain nombre d'« affaires » autour de son parti firent toutefois, par la suite, perdre à Pauline Hanson l'essentiel de son influence.

L'ère Howard fut marquée par une attitude très dure envers les réfugiés

---

15. Tapescript of the Prime Minister, The Honorable John Howard, Press conference, Parliament House, 23 janvier 2007.

74 sous couvert de lutte contre l'immigration clandestine. Entre 1999 et 2002, il y eut une augmentation très importante du nombre de *boat people*, majoritairement en provenance d'Afghanistan, d'Irak et d'Iran. Dans un contexte international de terrorisme islamiste et *a fortiori* après le 11 Septembre, on se mit à craindre un « déferlement » de faux réfugiés politiques : terroristes infiltrés et « profiteurs économiques » en quête de prestations sociales. Tout fut fait pour décourager les candidats à l'exil. La marine avait pour instruction de repousser les embarcations hors des eaux territoriales, quitte à faire feu. Certaines îles australiennes furent exterritorialisées pour permettre d'y retenir les demandeurs d'asile jusqu'à ce qu'il soit statué sur leur cas. Dans le cadre de la « solution Pacifique » (*Pacific Solution*, du nom de l'océan), des accords furent signés avec des États insulaires voisins, comme Nauru, pour sous-traiter la rétention administrative. Ceux, enfants inclus, qui réussissaient à atteindre le continent finissaient le plus souvent parqués pour des durées indéterminées, parfois plusieurs années, dans des « centres » isolés, surpeuplés, dans des conditions indignes d'un pays avancé. En janvier 2002, la grève de la faim spectaculaire de quelque 240 personnes dont certaines allèrent jusqu'à se coudre la bouche, pour réclamer un traitement décent sur le site de Woomera suscita l'indignation internationale.

John Howard montra également peu d'enthousiasme pour le processus de réconciliation avec les Aborigènes. Il refusa obstinément de présenter les excuses de la nation aux représentants des « Générations volées », arrachés de force à leurs familles, dans leur enfance, pour être « civilisés » dans des institutions. S'il écrasa, à titre personnel, une larme en public, il affirma toujours qu'il ne revenait pas aux générations actuelles de s'excuser pour les errements de leurs pères. Il préférait, affirmait-il, une « réconciliation pratique » visant à résoudre les problèmes de précarité qui étaient le lot commun de beaucoup de communautés autochtones. Pourtant, la responsabilité en fut laissée en grande partie aux États et l'on profita de la mésentente au sein des instances représentatives aborigènes pour les affaiblir. La principale, ATSIC (Commission des Aborigènes et insulaires du détroit de Torrès), fut démantelée en 2005 et ses anciennes attributions réparties entre différents ministères.

En 2007, les travaillistes revenaient au pouvoir sous la houlette de Kevin Rudd, et il sembla que le multiculturalisme, si malmené par John Howard, allait retrouver des couleurs. En 2008, le gouvernement annonça la création du Conseil consultatif multiculturel australien (AMAC) chargé de réfléchir aux moyens de renforcer la cohésion sociale et de combattre

le racisme et l'intolérance qui s'étaient manifestés, par exemple, lors d'émeutes raciales contre la communauté libanaise dans la localité de Cronulla en 2005. Les premières recommandations faites en avril 2010 dans la déclaration intitulée « Le peuple d'Australie » réaffirmaient la nécessité du multiculturalisme pour le pays, insistant sur l'importance d'assurer à chacun un accès équitable à tous les services, sur la nécessité de combattre la discrimination, les préjugés et le racisme, et la nécessité d'offrir des perspectives à tous les membres de la communauté nationale.

Évincé de la tête du parti travailliste en juin de la même année par sa collègue Julia Gillard, Kevin Rudd n'eut pas le temps de donner suite à ces recommandations. Or la nouvelle Première ministre semble vouloir prendre quelque distance. Certes, la dernière déclaration de politique multiculturelle en date, celle de février 2011, sobrement intitulée « Peuple d'Australie. La politique multiculturelle de l'Australie » s'affiche comme une célébration de la diversité sous la forme d'une brochure en quadrichromie agréablement illustrée de photos pleine page d'Australiens de toutes origines souriant à pleines dents. Dans l'avant-propos, la Première ministre (d'origine galloise) exprime sa reconnaissance d'immigrée à « ce pays multiculturel » pour les avantages qu'il lui a offerts. Pourtant, le message introductif conjoint du ministre de l'Immigration et de la Citoyenneté et du secrétaire parlementaire à l'Immigration et aux Affaires multiculturelles présente la politique multiculturelle comme un simple « complément » aux valeurs égalitaires traditionnelles, reprenant la vieille expression si typiquement anglo-australienne de *fair go*, qui désigne depuis le temps des pionniers une attitude ou une action juste et équitable. La déclaration proprement dite, si elle utilise très abondamment l'adjectif « multiculturel », se garde bien d'utiliser le nom « multiculturalisme ». Elle énonce quatre grands principes relatifs à :

75

- l'unité nationale dans la diversité et la défense des valeurs démocratiques ;
- un engagement pour une société « juste, inclusive et socialement cohésive » ;
- la contribution positive d'une « nation multiculturelle prospère » à l'économie, au commerce et aux investissements, grâce à une main-d'œuvre qualifiée et polyglotte, lui conférant un « avantage concurrentiel dans l'économie mondiale » ;
- la « lutte contre l'intolérance et la discrimination ». S'y ajoute une liste de « Droits et responsabilités » liés à la citoyenneté et un paragraphe envisageant « l'avenir multiculturel de l'Australie » comme celui d'une « économie robuste ».

Cet accent mis sur l'économique sonne comme un écho de l'ère Keating. On peut aussi y voir les effets d'un certain pragmatisme en des temps de crise internationale. Il est pour autant symptomatique d'un glissement : le « multiculturalisme » australien, à ses débuts imaginé comme projet de société, est aujourd'hui supplanté par une simple gestion de la multiculturalité, sans idéal particulier, autour de thèmes très larges et consensuels tels que la cohésion sociale, les valeurs démocratiques ou la prospérité. Peut-être a-t-on tiré les conclusions du fait que le multiculturalisme n'a jamais véritablement su se définir clairement en Australie. Beaucoup de chemin a été parcouru depuis le multiculturalisme « spaghetti-polka » folklorique des années 1970 et il n'est plus certain aujourd'hui que l'Australie poursuivra sur la voie militante qu'elle dit encore être la sienne.

---

#### R É S U M É

---

*Introduit en 1973 par le gouvernement travailliste de Gough Whitlam, fondé sur le modèle canadien, prônant un accueil bienveillant et actif des immigrés et la prise en compte de la spécificité des besoins des communautés ethniques, y compris autochtones, le multiculturalisme a été l'un des grands moteurs de la construction de l'identité nationale australienne. Controversé, mais toujours affiché comme une priorité par l'ensemble des gouvernements, de droite comme de gauche, il semble aujourd'hui avoir perdu beaucoup de sa substance originelle, voire en voie d'abandon.*